

42^{ème} Atelier International de maîtrise d'oeuvre urbaine,
Paris-Région du 22 septembre au 4 octobre 2024

Habiter, Cohabiter, Réhabiter !

Métamorphoses des habitats face à
l'urgence écologique et sociale



Bustello, Anna Illustrations for M21 magazine about urban gardens

Appel à candidature international
Document sujet

les Ateliers
maîtrise d'oeuvre urbaine

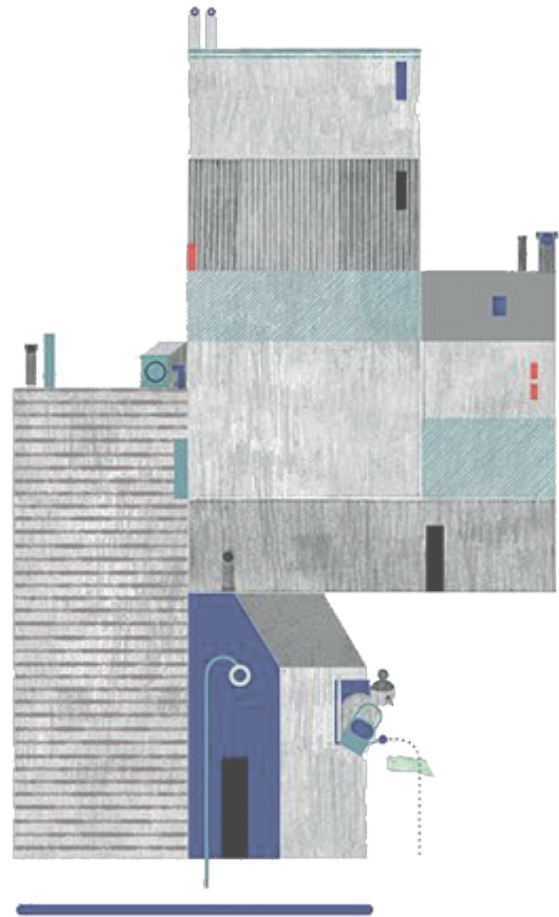
Les ateliers de maîtrise d'oeuvre urbaine de Cergy-Pontoise

Les Ateliers de Cergy sont une association d'intérêt public fondée en 1982 à l'initiative des urbanistes de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise.

Les Ateliers réunissent chaque année en septembre en Île-de-France une vingtaine d'étudiants et de jeunes professionnels de nationalités et disciplines variées, qui travaillent en équipes pluridisciplinaires et présentent en fin d'atelier leurs propositions et stratégies devant un jury international présidé par les autorités locales.

Les propositions des équipes associent visions de long terme pour les territoires et idées d'actions illustrées, composant ainsi un éventail de projets mis à disposition des décideurs locaux.

L'association organise des ateliers de production collective, en France et à l'international, au service du projet territorial, permettant de porter un regard nouveau, varier les échelles, oublier les frontières administratives, revisiter les territoires et ainsi permettre l'expression d'idées originales, que la pression du quotidien et les rôles institutionnels ne peuvent pas faire apparaître.



Bustello, Anna Illustrations for M21 magazine about urban gardens

PILOTES DE L'ATELIER :

- Valérie Helman, Architecte, maître de conférence ENSAPL Théories et pratiques de la conception architecturale et urbaine
- Bénédicte de Lataulade, Sociologue, consultante indépendante en sociologie urbaine
- Pauline Simone, Architecte et assistante-pilote

EQUIPE DE L'ATELIER

- Véronique Valenzuela, Directrice des projets des Ateliers
- Simon Brochard, Géographe et historien, coordinateur des Ateliers
- Victoire Bayle, Assistante gestion et communication
- Lhakey Tenzin, Assistante administrative et logistique
- Marilou Zapata, étudiante en urbanisme et stagiaire aux Ateliers

LES PARTENAIRES :

grandparis
aménagement

CERGY-
PONTOISE
agglo

epf
ILE-DE-FRANCE

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Caisse
des Dépôts
GROUPE Institut pour
la recherche

val
d'oise
le département

L'INSTITUT
PARIS
REGION

CY CERGY-PARIS
UNIVERSITÉ

ESSEC

ENSAPC

ÉCOLE
NATIONALE
SUPÉRIEURE
D'ARTS DE PARIS
CERGY

île de France

LABOITE
CERGY-PONTOISE CAMPUS

L'atelier Francilien de 2024

Le 42e atelier francilien réunira quinze jeunes professionnel.le.s, étudiant.e.s et chercheur.e.s de différents horizons pour un atelier international d'urbanisme et de réflexions interdisciplinaires. Durant deux semaines, les participant.e.s travailleront en équipes pluridisciplinaires et internationales pour faire émerger des propositions à différentes échelles et répondre aux problématiques posées pour cet atelier.

Après les premiers jours de rencontres, visites, et échanges avec les partenaires de l'atelier, les participants travailleront en 3 équipes et seront invités à des moments d'échanges collectifs avec des experts du territoire. Les propositions des équipes seront présentées devant un jury international composé de spécialistes locaux, d'acteurs du territoire et de membres et délégations internationales invitées pour l'occasion.

L'atelier n'est pas un concours mais une plateforme d'échange collectif qui réunit acteurs des territoires, professionnels et jeunes professionnels pour proposer des solutions et des projets innovants pour les territoires à différentes échelles.

Equipe de l'Atelier Francilien en visite à la Défense



INTRODUCTION

Dans la suite de l'atelier francilien 2023 « **Métamorphoses. Villes et territoires recomposés face aux défis climatiques** »,

Les Ateliers Internationaux de Maîtrise d'œuvre Urbaine de Cergy-Pontoise poursuivent la réflexion sur la valorisation et de la réparation des territoires en Île-de-France en s'intéressant aux enjeux propres à la question de l'**HABITER** :

- préserver une terre habitable pour tous
- offrir un toit, un logement digne et plus de nature en ville à tous sans s'étaler
- habiter pleinement et existentiellement à tout âge
- partager des liens et des biens entre humains et non humains
- intensifier la vie des territoires urbanisés sous-utilisé

Cette réflexion s'ancre dans des secteurs clés de l'agglomération de Cergy-Pontoise permettant entre autres de faire ressortir les lieux, les échelles et processus de projet, les types de transformations spatiales, nécessaires, potentiels, pertinents, prioritaires.



SOMMAIRE

A_ HABITER LE MONDE, HABITER LA RÉGION PARISIENNE p 6

- 1.PRÉSERVER UN MONDE HABITABLE POUR TOUS
- 2.HABITER L'ILE DE FRANCE EN 2024
- 3.HABITER DIGNEMENT : UN DROIT POUR TOUS
- 4.FAIRE FACE AUX DYNAMIQUES SOCIALES ET AUX NOUVELLES ASPIRATIONS D'HABITAT
5. FAIRE FACE AUX ENJEUX ÉCOLOGIQUES LIÉS À L'HABITAT

B_ LIEUX HABITÉS : DES CONCENTRÉS DE VIE, D'USAGE, D'APPROPRIATION ET DE SOIN p11

C_ HABITER EXISTENTIELLEMENT, PLEINEMENT, ALTERNATIVEMENT EN 2024 p13

- 1.HABITER EN S'IMPLIQUANT DANS UN PROJET COLLECTIF PORTEUR DE SENS
- 2.HABITER EN PARTAGEANT AU QUOTIDIEN...
- 3.FAIRE SOI-MÊME : L'AUTO-CONSTRUCTION ET LES CHANTIERS PARTICIPATIFS
- 4.PENSER LA RÉNOVATION THERMIQUE DE MANIÈRE GLOBALE
- 5.HABITER EN SE RECONNECTANT À SON TERRITOIRE GÉOGRAPHIQUE

et CULTUREL D'ANCRAGE

E_ RÉHABITER CERGY-PONTOISE p 24

- CANDIDATEZ À L'ATELIER ! p 26

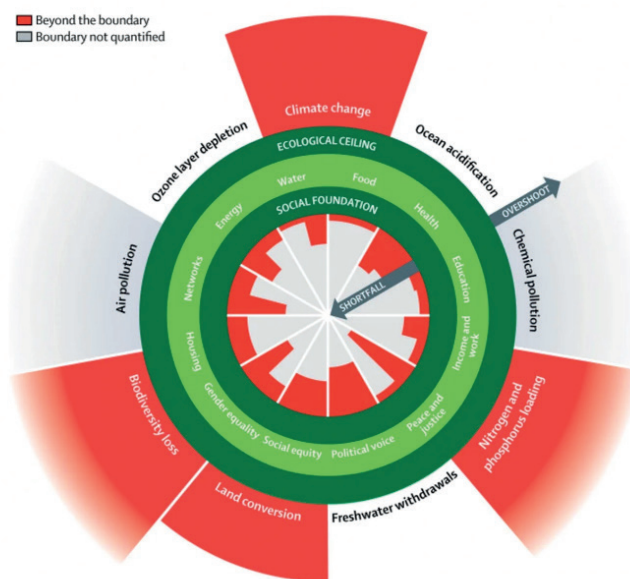
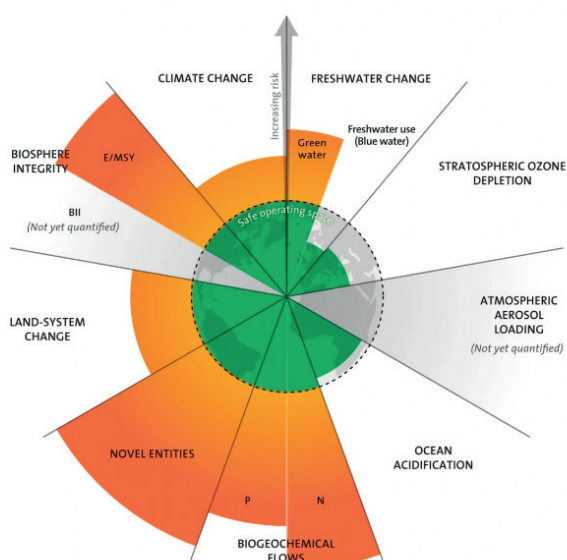
A_HABITER LE MONDE, HABITER LA RÉGION PARISIENNE

1. PRÉSERVER UN MONDE HABITABLE POUR TOUS

Le constat est implacable : notre planète n'est pas habitée pas de manière soutenable. Pour l'attester, le concept des limites planétaires permet depuis 2009 d'objectiver l'urgence. Les limites planétaires identifient les seuils au-delà desquels les équilibres naturels terrestres pourraient être déstabilisés et les conditions de vie devenir défavorables à l'humanité. Parmi ces évolutions mesurées, figurent le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, le changement d'usage des sols, la santé du cycle de l'eau douce... Avec six limites franchies sur neuf, la planète se trouve aujourd'hui bien au-delà de l'espace de fonctionnement sûr pour l'humanité.

Il est donc vital de faire évoluer notre façon de vivre collectivement, de manière plus respectueuse envers le vivant, les sols, l'eau... tout en préservant les besoins humains essentiels pour le bien-vivre. C'est ce qu'a proposé l'économiste Kate Raworth en 2012, en ajoutant à ces limites naturelles planétaires extérieures des limites intérieures des limites intérieures (logement, emploi, eau, éducation...). Les limites planétaires et les conditions de vie peuvent être représentées en un anneau et former une grille d'analyse pour étudier les interactions entre état de l'environnement et besoins humains.

Dognhut economies, Planetary Boundaries



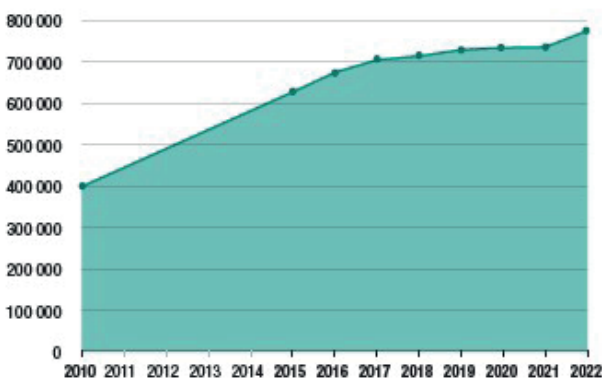
Kate Raworth, Oxfam, 2012; Rockstrom et al. Stockholm Resilience Centre, 2009

2.HABITER L'ILE DE FRANCE EN 2024

En parallèle de cette urgence, le secteur du logement apparaît aujourd'hui en crise en France, et notamment dans la région parisienne. Avec 50.000 habitants supplémentaires chaque année et un prix du foncier exorbitant, la région Ile- de- France doit faire face au défi majeur d'une demande massive de logements. Or, d'une part, il n'y a pas assez d'offres de logement pour répondre à la demande et d'autre part, les prix des logements sont souvent trop élevés pour un grand nombre de ménages.

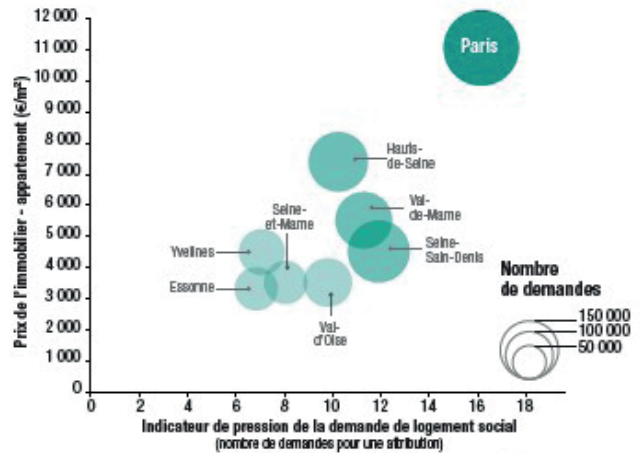
Une augmentation des prix et des demandes de logements en île-de-France

Un quasi-doublement des demandeurs depuis 2010



Source : pour 2010, enquête L'Institut Paris Région depuis 2015, DGALN Infocentre SNE

Une demande et une pression d'autant plus importantes que les prix de l'immobilier sont élevés

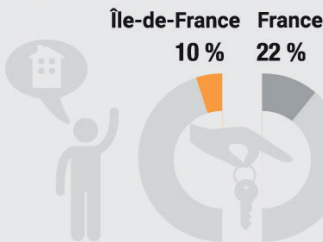


Source : DRIIF, socle de données 2022 Demandes et attributions de logements sociaux en Île-de-France et DVF opérateur

Une pénurie de logements sociaux

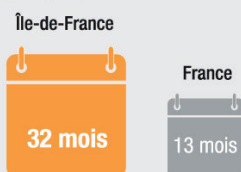
Une pression sur le parc social deux fois plus importante en Île-de-France qu'en France

Part des demandes satisfaites



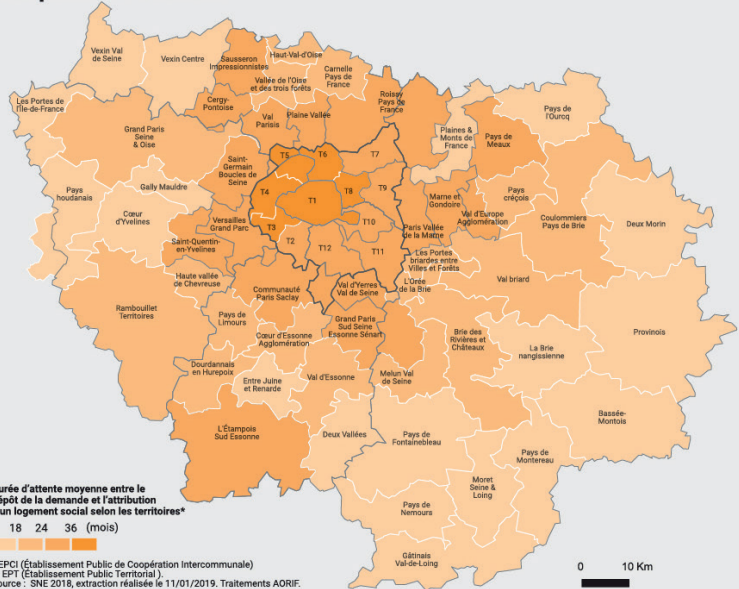
Source : SNE 2018. Pictogrammes © 123rf / Jeremy.

Les Franciliens patientent 2,5 fois plus longtemps pour entrer dans le parc social



* Durée moyenne entre le dépôt d'une demande et l'attribution d'un logement social pour les attributions réalisées sur l'année 2018. Source : SNE 2018, extraction réalisée le 11/01/2019. Traitements AORIF.

La durée d'attente moyenne pour obtenir un logement social est plus forte au centre



3.HABITER DIGNEMENT : UN DROIT POUR TOUS

Bien qu'il soit reconnu comme un droit fondamental depuis 1946 en France, l'accès au logement reste le principal vecteur d'inégalités sociales. Précarité énergétique, surpeuplement, copropriété dégradée et effort financier excessif sont au cœur des préoccupations des ménages.

Comment les politiques publiques prennent-elles en compte ces réalités ?

En Ile-de-France, les appartements en copropriété (dans des immeubles dont la propriété est répartie entre plusieurs ménages) ou en locatif social (destiné à des personnes ayant des revenus modestes) demeurent les options les plus répandues. Ces appartements offrent souvent un compromis entre espace restreint et proximité des services et des lieux d'activités. En périphérie, on trouve des lotissements de maisons individuelles ayant entre autres participé à l'étalement urbain, décrié aujourd'hui.

Quelques chiffres clefs :

- Sur les **12 millions** de personnes en Ile-de-France, **1,3 millions** de personnes sont mal logées
- Une construction de logements neufs insuffisante
- Environ **75000** logements sociaux attribués en **2019** pour **720 000** demandes en Ile de France soit près de **10%** seulement
- Une augmentation du coût des loyers qui a atteint jusqu'à **30%** en **2022**
500 000 ménages franciliens consacrent plus du **tiers** de leurs revenus à leur logement

En parallèle, on dénombre **400.000** logements vides en Ile de France et l'on évoque **4,4 millions** de m² vacants, en comptant les bureaux.



Paris, photo d'illustration Xiongmao (Adobe Stock)

4. FAIRE FACE AUX DYNAMIQUES SOCIALES ET AUX NOUVELLES ASPIRATIONS D'HABITAT

L'allongement de la durée de vie et son corollaire le vieillissement, les besoins de décohabitation en raison des nouvelles formes familiales, les nouvelles façons de travailler ont largement modifié les aspirations résidentielles d'un grand nombre de ménages. Les manières « d'être chez soi » ont été également modifiées par la crise sanitaire (COVID 19). Si un certain nombre de ménages aspirent depuis à quitter la région parisienne. Or, on a pu observer au sein de la cellule domestique la démultiplication des usages : télétravail, éducation des enfants, espace de loisirs, de culture, d'échanges virtuels, de jardinage... L'injonction à rester chez soi durant les périodes de confinement a favorisé un surinvestissement du logement. Depuis cette crise mondiale, les questions liées à la qualité du logement sont encore plus prégnantes : demande d'espaces évolutifs, transformables, adaptables, désir d'espaces communs (pour des usages et des services partagés), un extérieur adossé à chaque logement...

En 2050, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus devrait quasiment doubler en France. Celui des personnes de 75 ans, tripler (pour atteindre 11,6 millions) et celui des 85 ans et plus, potentiellement concernées par une perte d'autonomie, pourrait être multiplié par quatre (4,8 millions en 2050). Avec l'allongement de la vie, la question des liens entre vieillissement de la population et logement devient une question centrale.

Enfin diverses recherches publiques montrent l'urgence de trouver des réponses à la question de la qualité que ce soit pour les logements à proprement parler que pour les communs qui ont disparu des programmes collectifs ces dernières décennies.

Lotissement, Angerville (Région Parisienne)



Arte, le rêve pavillonnaire

Barre de logement (Région Parisienne)



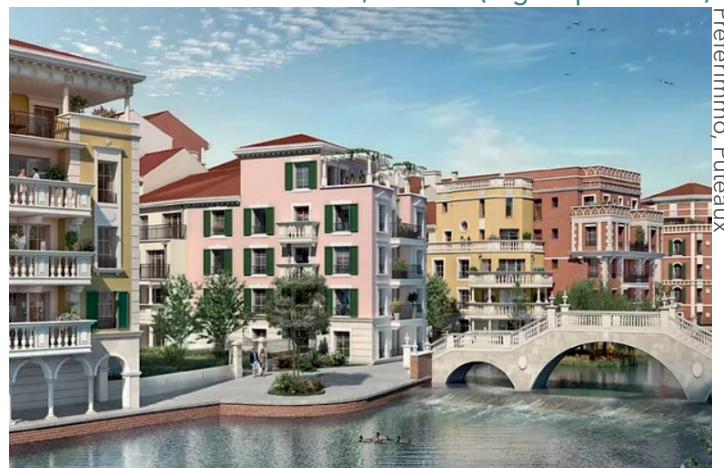
Le Moniteur, Une barre énergisante

Immeuble Haussmaniens Paris Centre



Delphine Goldzstein

Centre ville néo-traditionnel, Puteaux (région parisienne)



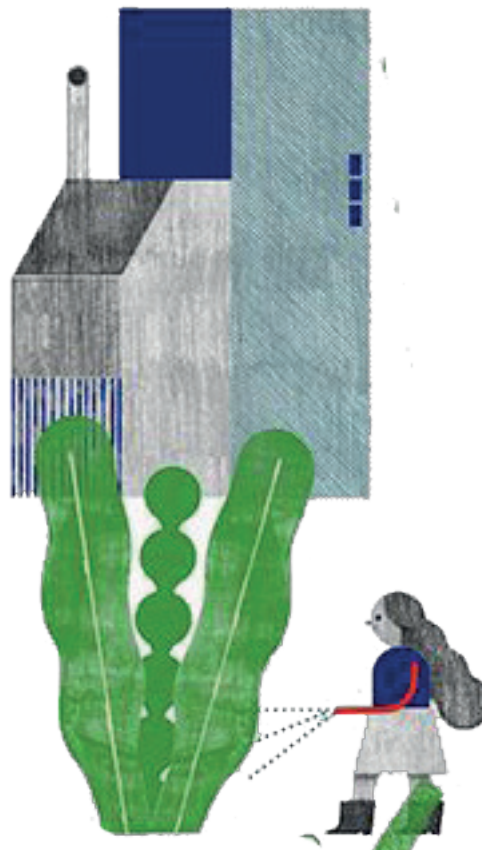
Preferimmo, Puteaux

5. FAIRE FACE AUX ENJEUX ÉCOLOGIQUES LIÉS À L'HABITAT

Au-delà de la prise en compte des dynamiques sociales, l'habitat doit faire face aux enjeux écologiques suivants :

- anticiper la raréfaction du foncier, intégrer la sobriété foncière, préserver les terres agricoles péri-urbaines, préserver la biodiversité, assumer une densification raisonnable et acceptable (la loi « Zéro Artificialisation Nette » impose en France de ne pas artificialiser de sols sans renaturaliser autant de m² à partir de 2050)
- répondre au besoin de rénovation énergétique massif pour répondre au confort d'hiver et d'été en limitant les consommations énergétiques
- développer de nouveaux process de construction et matériaux qui limitent la production de gaz à effets de serre
- appréhender et organiser les nouveaux comportements écoresponsables au sein de l'habitat : recyclage, compostage, énergies renouvelables...

Comment répondre à cette somme d'enjeux potentiellement contradictoires, à savoir offrir de nouveaux logements et donner plus de place à la nature dans les territoires déjà urbanisés, sans étalement urbain ?



Bustello, Anna

B_LIEUX HABITÉS : DES CONCENTRÉS DE VIE, D'USAGE, D'APPROPRIATION ET DE SOIN

Cette question de l'habiter invite une autre série de constats et de questions : qu'est-ce qu'ont en commun dans nos expériences et nos imaginaires une place, une rue, un quartier, un parc ou une maison habitée ? Ce sont des lieux pleins de vie, d'usage, d'appropriation et de soin où cohabitent des objets du quotidien, de l'échelle humaine, du fait main, qui peuvent être investis seul ou collectivement et qui donnent envie de s'y arrêter tant leur hospitalité, le soin que les habitants leur portent enveloppe, rassure et attire.

A l'opposé, il existe quantité de lieux urbains stériles, déserts, inertes en raison de règlements de copropriété trop stricts, de modes de gestion mal adaptés, de Rez-de-Chaussée inactivés, de conception ne prenant pas en compte les nuisances environnantes (bruit, voiture) ou les enjeux symboliques (l'intimité, le sentiment de sécurisation, les seuils) ou enfin de programmation monofonctionnelle (secteurs issus des politiques de zoning d'après-guerre qui ne vivent pas à temps plein (zones commerciales, zones d'activités, quartiers dortoirs). La sous-utilisation de nombreux espaces urbains est aujourd'hui incompatible avec les enjeux de qualité, d'intensité et de sobriété (foncière, énergétique, matérielle...).



Guillaume Ramilien Architecture illustration

L'atelier international **Habiter, Cohabiter, Réhabiter!** invite ainsi les étudiants et jeunes professionnels du monde entier à réfléchir et proposer des pistes de solutions pour répondre à ces questions centrales :

Comment ré-habiter les territoires urbanisés ? Comment renforcer la vitalité et l'urbanité de territoires sous-investis ? Comment intensifier la vie humaine et non humaine, les usages, les appropriations d'espaces variés (un grand ensemble, un lotissement pavillonnaire, un centre-ville sur dalle, une zone d'activité, une frange agri-urbaine...)?

Quelles sont les densités habitantes, construites et naturelles, idéales ou acceptables ? Comment penser un taux d'usage maximisé pour chaque espace créé, transformé, rénové sans oublier les espaces de calme, les arrières nécessaires au ressourcement des citoyens ?

Comment permettre au plus grand nombre d'avoir le sentiment d'habiter pleinement son logement, sa courée, son quartier, sa région, la terre ? Quels sont les points de blocage et les leviers à actionner pour « bien habiter » ?



Bustello, Anna

C_HABITER EXISTENTIELLEMENT, PLEINEMENT, ALTER-ATIVEMENT EN 2024

Comment réhabiter en Île-de-France demain ?

Interroger la notion d'habiter à travers ses significations existentielles, anthropologiques, sociales... c'est-à-dire à travers l'espace vécu, c'est vérifier que les espaces de vie répondent aux aspirations actuelles et aux enjeux essentiels d'épanouissement, de bien-être et d'émancipation. L'observation de projets expérimentaux et de modes de penser, vivre, construire alternatifs, peut

1.HABITER EN S'IMPLIQUANT DANS UN PROJET COLLECTIF PORTEUR DE SENS

De plus en plus de projets d'habitats alternatifs prônent l'implication des habitants ou usagers dans la construction d'un projet de vie partagé. Les coopératives habitantes, les écovillages, les ZAD (Zones à Défendre, espaces occupés illégalement dans le but de s'opposer à des projets jugés néfastes pour l'environnement), les squats allemands, les tiers-lieux... qui émergent en ville comme à la campagne, en Europe mais aussi en France semblent illustrer ce critère qui serait peut-être l'essence même de la notion d'habiter. Habiter, ça serait s'impliquer dans un projet qui donne du sens à sa vie, s'engager, porter collectivement des idéaux et des valeurs liées à notre façon d'être sur terre.

En pensant collectivement son habitat, on devient acteur et non simple consommateur de son lieu de vie. Cet investissement est gage d'épanouissement, d'élan, de sensation d'habiter pleinement. Néanmoins, tous les habitants ne sont pas nécessairement intéressés a priori par cet investissement et cette réflexion collective.

De quelle manière impliquer les habitants dans des projets concernant leurs lieux de vie que ce soit à l'échelle d'un quartier, d'une rue, d'une copropriété, d'un grand ensemble, d'un lotissement ?

Comment offrir des capacités d'agir à des porteurs de projet ?

Comment dégager le temps libre nécessaire pour ces implications?

Y a-t-il un juste équilibre à trouver entre implication des pouvoirs publics et implication de la société civile ?

2.HABITER EN PARTAGEANT AU QUOTIDIEN...

- **DES LIENS SOCIAUX**

Partager un projet, depuis sa conception jusqu'à sa gestion ou bien partager un espace de vie permet de lutter contre l'isolement social. Notre société offre beaucoup de liberté mais génère également beaucoup de solitude : parents solos, séniors, célibataires, étudiants éloignés de leur famille, travailleurs détachés à temps plein ou partiel, migrants...

Différents modes d'habitats se développent aujourd'hui pour répondre entre autres à ces enjeux de solidarité, de mixité sociale ou générationnelle, de convivialité et de liens sociaux : co-habitations individuelles (locations d'une chambre libre dans un logement), colocations (location collective avec partage d'espaces communs), habitats partagés, groupés (logements partagés mettant l'accent sur de grands espaces collectifs), résidences pour publics isolés avec services communs, éco-lieux, -villages, -hameaux dans les territoires ruraux...

A l'heure où la population des séniors explose et alors que l'espérance de vie continue d'augmenter, la question de l'habitat générationnel ou intergénérationnel est centrale. L'habitat intergénérationnel accueille des personnes d'âges et de situations différentes : étudiants, familles et personnes âgées (avec des quotas pour chaque tranche d'âge). L'objectif est de créer une dynamique de convivialité, de solidarité, d'entraide et d'échanges d'expériences, pour laquelle les résidents sont contributeurs et bénéficiaires. A l'inverse, l'habitat générationnel répond à ceux qui souhaitent vieillir avec leurs pairs dans un cadre répondant spécifiquement à leurs besoins (ralentissement du rythme de vie, besoin d'aides à domicile...). Certains souhaitent aussi pouvoir vieillir chez eux : encore faut-il pouvoir assurer les bonnes conditions du maintien à domicile...

Les territoires peuvent-ils permettre aux habitants qui le souhaitent de partager plus de liens sociaux dans leurs façons d'habiter ?

Comment renforcer les apprentissages en savoir-être nécessaire pour gérer les conflits inévitables en cas de partage au quotidien ? Quel équilibre trouver entre le besoin d'entre-soi et l'envie de vivre-ensemble ? Comment tendre vers du partage souhaité et non imposé ?

Appartement Cluster, vie en communauté, Projet de Archigraben



- **DES COMMUNS (RESSOURCES, FONCIER, ESPACES DE VIE, BIENS)**

Un autre mode de mutualisation ou collectivisation favorise les interactions au quotidien : le partage d'espaces de vie, de biens, d'équipements ou de services qu'on pourrait appeler des « communs ». Selon l'échelle à laquelle se situe le partage, ces espaces de vie entre résidents peuvent être : un salon, une salle à manger, une cuisine, une chambre pour les invités, un atelier de bricolage, une buanderie, un espace de coworking, une salle de jeu, un espace extérieur (jardin, cour, coursive, toiture)..

Cette mutualisation des espaces, des biens et des ressources répond également à des contraintes économiques. Ces habitats partagés de divers types permettent de diviser les frais, porter des projets nécessitant de lourds investissements, construire du « sur-mesure » à moindre coût et in fine diminuer les loyers. Enfin, ils limitent la production et la consommation de biens et induisent une meilleure efficacité énergétique. Pourtant, les logements collectifs privés ou publics ont connu ces dernières décennies un appauvrissement en matière de communs.

Comment introduire des communs dans des ensembles d'habitats individuels ou collectifs existants et les favoriser dans les projets à venir ?

Quels communs partager et à quelles échelles ? N'est-ce pas l'occasion de revisiter la notion de village ou de quartier offrant à proximité de chacun des aménités essentielles?

Logement de Kollektivhus à Melmo, Suède



FAIRE SOI-MÊME : L'AUTO-CONSTRUCTION ET LES CHANTIERS PARTICIPATIFS

Bien que très marginal, on constate un nouvel élan lié à l'auto-construction aujourd'hui : elle permet d'accéder à un logement à un moindre prix, de participer à l'édification de son chez-soi, de mettre en œuvre des pratiques constructives vertueuses (liées aux matériaux bio et géo sourcés, peu transformés, au low tech). Habiter c'est en effet aussi construire sa demeure, s'approprier son chez-soi en le personnalisant, en laissant des traces et des empreintes.

On retrouve cette dynamique avec l'essor de l'habitat léger : constructions mobiles de petite taille qui favorisent des techniques constructives vernaculaires locales, le travail manuel non mécanisé par sa petite échelle, le low tech et l'auto-construction (yourte, dôme, tiny house).

Les chantiers participatifs d'auto-construction, cette dynamique de capacitation, ces retrouvailles avec le monde du faire, du manuel, du productif, peuvent-ils constituer une inspiration vers de nouvelles façons d'habiter ?

PENSER LA RÉNOVATION THERMIQUE DE MANIÈRE GLOBALE

La rénovation thermique écologique consiste à améliorer la performance énergétique et environnementale des bâtiments existants en les isolant, en les équipant de systèmes de chauffage et de ventilation efficaces, en utilisant des matériaux écologiques et en favorisant la transformation des constructions existantes. La rénovation thermique écologique est un véritable enjeu actuellement et notamment au cœur de toutes les opérations de rénovation urbaine mises en œuvre sur les quartiers d'habitat social. Si la rénovation thermique dans le parc social a bien avancé, générant des pratiques vertueuses, en revanche elle a amputé les capacités des opérateurs sociaux à construire de nouveaux logements.

Comment accélérer la rénovation des copropriétés et de l'habitat individuel ? Comment penser des projets globaux (confort d'été, consommation énergétique et eau, place des espaces communs, qualité des sols, place de la voiture, densité...) ? Comment associer à ce « chantier du siècle » les filières constructives locales d'un territoire ?

5.HABITER EN SE RECONNECTANT À SON TERRITOIRE GÉOGRAPHIQUE et CULTUREL D'ANCRAGE

- **ETRE CONNECTÉ À LA GÉOGRAPHIE, COHABITER AVEC LE VIVANT NON HUMAIN**

De nombreux phénomènes comme le mouvement post Covid des citadins des grandes villes vers des villes plus petites, l'aspiration du plus grand nombre à avoir un espace extérieur privatif, les jardins partagés, les loisirs en plein air, ... et plus anciennement l'essor des "cités-jardins" à la fin du 19^e siècle, montrent à quel point l'être humain cherche à être connecté à la terre, aux éléments naturels (soleil, lumière naturelle, pleine terre, ciel, astres, eau, roche, végétation...), aux saisons et au vivant non humain. Cette recherche de liens avec la nature répond à des aspirations essentielles : poétiques, d'harmonie, de beauté, de plaisir, de ressourcement et d'enracinement. Elle est sans doute d'autant plus forte que la société s'urbanise, se modernise et se coupe de ses liens ancestraux avec son environnement naturel.

Pour répondre à ce besoin anthropologique de vivre au sein de la nature, à des contraintes économiques et à une conscience écologique, des habitats ou hameaux dits légers se développent sur des initiatives privées ou publiques. On y trouve des habitats sans fondation, démontables, réversibles voire mobiles, qui gravitent autour d'un bâtiment commun où certains espaces et services sont mutualisés. Les habitants sont propriétaires de leur habitat mais pas du foncier.

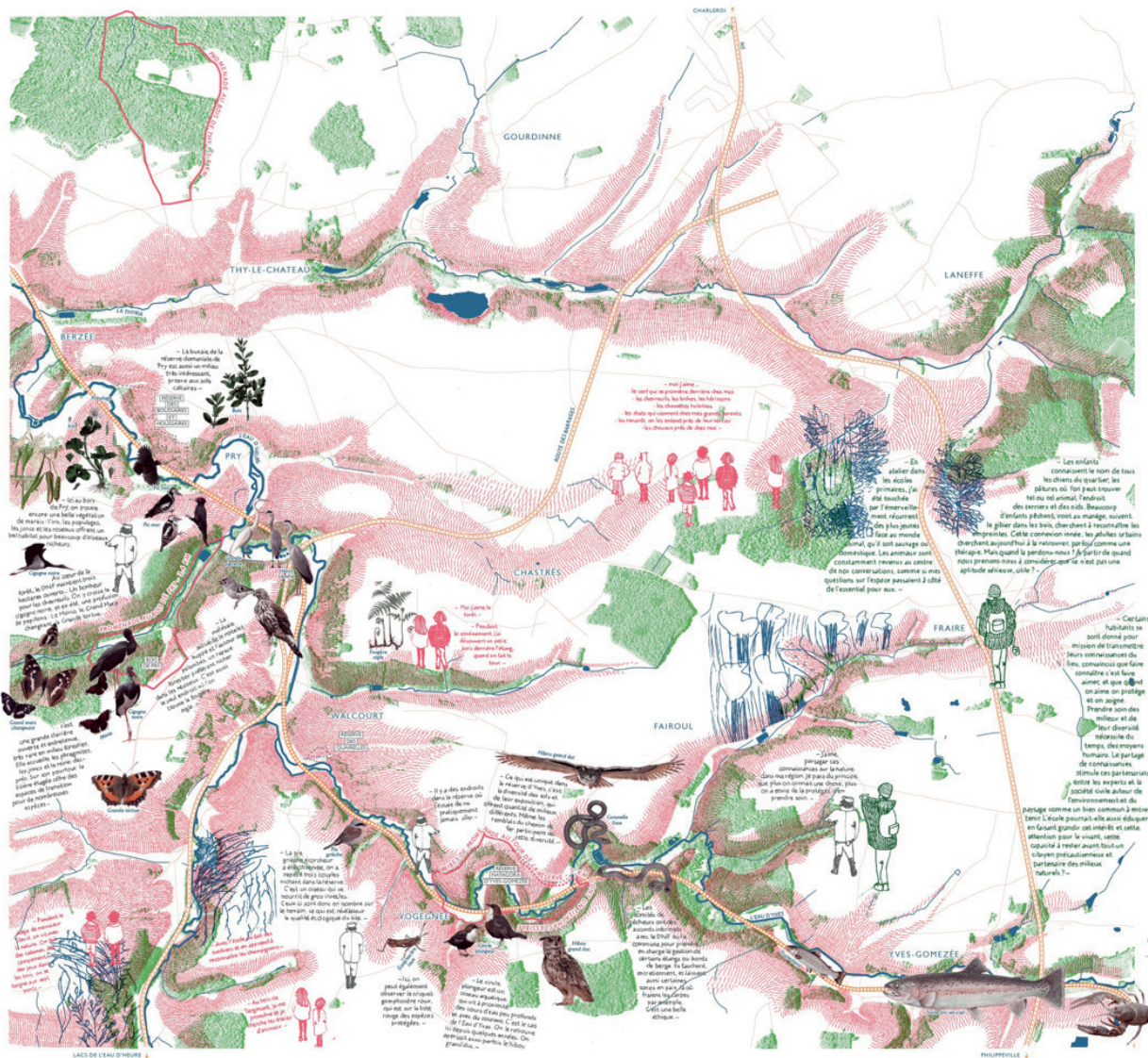
Se reconnecter à sa géographie d'ancrage nécessite de favoriser la réémergence d'écosystèmes locaux. C'est penser des aménagements qui ménagent le territoire naturel et les ressources. C'est renaturer, dépolluer, redécouvrir, revégétaliser sols, berges, chemin de l'eau... C'est favoriser un accès facile depuis tous les habitats aux trames vertes, bleues, noires, à des parcs agricoles aux portes des métropoles mêlant activités productives et loisirs en plein air pour les citadins.

A travers quelles pratiques (loisirs, éducation, tourisme, métier, modes de déplacements, traditions, habitats...) permettre à des urbains déracinés de se reconnecter à une géographie d'ancrage ?

A quelles conditions les écosystèmes peuvent-ils continuer à fonctionner et se renouveler en cohabitant avec la présence humaine ?

Comment développer une conscience de la singularité géographique et écologique locale et une culture du soin des écosystèmes ?

Cartographie de Wallcourt par Virginie Pigeon sur la cohabitation



- **LA PROXIMITÉ AU QUOTIDIEN : REHABITER LES TERRITOIRES DE L'AUTOMOBILE**

Habiter engage également la question de la temporalité. Le mot "habiter" a la même racine qu'"habitude" et renvoie aux petits gestes et trajets du quotidien : aller travailler, déposer ses enfants à l'école, faire des courses, cuisiner, s'occuper de sa maison, prendre soin de soi, faire du sport, boire un café ou un verre en bas de chez soi, aller au cinéma, aller faire un tour, prendre tel moyen de transport... Habiter, c'est avoir des repères, une maîtrise, une familiarité avec différents lieux et parcours autour de chez-soi. Cela incite à s'intéresser à la "ville du quart d'heure", modèle d'une ville où tous les services essentiels sont à une distance d'un quart d'heure à pied ou à vélo. Habiter de ce point de vue c'est aussi choisir un lieu pour son offre en services et équipements, la qualité de ses écoles, la présence de transports en commun et de commerces de proximité, ses espaces naturels facilement accessibles, ces « contradictions qui poussent les ménages à «vouloir habiter à proximité de la nature, tout en étant intégrés au tissu urbain» ».

La voiture et sa place importante dans nos territoires concentre ces paradoxes : en gommant les distances, elle permet le sentiment illusoire d'une proximité. Dans le même temps, l'automobile est très consommatrice d'espace et limite grandement les autres usages et la qualité du paysage : elle empêche ainsi l'existence d'espaces denses et vivants, en plus de favoriser pollution de l'air, îlots de chaleur, inondation, bruit et absence d'exercice physique.

Comment réduire et réhabiter les territoires de l'automobile à l'heure du réchauffement climatique, de la raréfaction du foncier à artificialiser et d'un besoin croissant de sols naturels et d'espaces ouverts végétalisés ?

Appropriation d'une place de parking, lors du Parking Day, New York



Beautiful Trouble

- **DEMEURER, APPARTENIR, S'ANCRER, S'ATTACHER : LA QUESTION TEMPORELLE ET CULTURELLE**

Avec le temps, les repères participent à notre mémoire, notre ancrage, notre histoire individuelle, familiale... Habiter devient alors demeurer, rester. Les démolitions massives liées aux politiques de rénovation urbaine ont pu être traumatisantes pour des habitants qui ont vu une partie du support topologique de leur histoire personnelle disparaître. D'où l'importance de la stratification historique, du faire avec le « déjà là ».

Si l'être humain doit s'ancrer dans un lieu, il doit aussi s'ancrer dans l'épaisseur de l'histoire, du temps, ne pas flotter dans le présent, s'approprier une mémoire collective, un imaginaire territorial. Les territorialistes italiens évoquent l'importance de ce patrimoine matériel même ordinaire (cf. les tracés viaires, des ouvrages hydrauliques, agricoles, l'architecture vernaculaire, le découpage foncier...) mais aussi des traditions, fêtes, coutumes... tout le patrimoine immatériel qu'il est pertinent de garder vivant. Tous ces besoins plaident pour une approche de la rénovation et la transformation plutôt que la destruction-reconstruction.

Comment intégrer la dimension historique dans nos aménagements, dans des territoires en perpétuelle métamorphose et sous la pression d'arbitrages économiques ?

Comment réhabiliter des traditions liées aux ressources locales, saisons, métiers passés... ?

Comment sensibiliser les jeunes au patrimoine local ?

L'axe Majeur, Patrimoine paysagé et artistique de Cergy Pontoise



- ASSURER LA PÉRENNITÉ SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE D'UN TERRITOIRE : LA QUESTION DU FONCIER

Finalement, la propriété du foncier n'est-elle pas l'enjeu principal ? Beaucoup d'élus, de collectivités locales mais aussi de professionnels, envisagent à haute voix la remise en cause du foncier privé à la faveur d'un foncier commun, public, partagé pour être mis à l'abri de la spéculation.

La dissociation entre le foncier et le bâtiment est une idée ancienne en France, par exemple avec le bail emphytéotique sur 99 ans. Aujourd'hui, beaucoup de collectivités locales (comme Annecy, Chambéry, Rennes, Lyon Métropole) ne cèdent plus un pouce des terrains qu'elles possèdent et préfèrent les louer à long terme et contrôler ainsi leur usage.

Quelle articulation fonder entre la propriété du foncier et le besoin d'habiter ?

Bien « que la maison individuelle soit encore vue comme un idéal par une large majorité des Français » comment retrouver dans du collectif ou de l'intermédiaire les atouts de la maison, la sensation de domesticité ?

Et comment cette idée de foyer peut-elle se développer à

Installation éphémère de L'artsite Tadashi Kawamatta qui interroge l'architecture et la fonction du centre Pimpidou



Jean-Pierre Dalbera

D. RÉHABITER CERGY-PONTOISE

L'atelier invite les participants à travailler à plusieurs échelles (la région, la ville, le quartier, le voisinage...), mais il s'intéressera particulièrement au territoire de Cergy-Pontoise, site de résidence et de travail des participants de l'atelier. Cergy-Pontoise est une ville nouvelle construite à partir des années 1970 sous l'impulsion de l'Etat français, afin de maîtriser l'urbanisation rapide de la région parisienne.

Elle s'appuie sur la ville existante de Pontoise et les villages pré-existants mais aussi et surtout sur la géographie singulière du territoire : l'Oise dessine une boucle et un amphithéâtre naturel avant de se jeter dans la Seine.



Marché de Cergy Saint-Christophe



Cergy Ygrec, Tableau actuel d'une ville Nouvelle, Photographie Jean-Yves Lacôte

La ville nouvelle est marquée par plusieurs principes urbanistiques novateurs (séparation des circulations, importance de la nature, présence importante d'œuvres d'art dans les espaces urbains) ainsi que par ses multiples centres et sa diversité architecturale.

Cette urbanisation s'est développée dans les différentes communes de l'agglomération depuis les années 1970 en des modalités variées, accueillant à la fois un centre-ville sur dalle et des espaces plus résidentiels, parfois innovants comme l'atteste le concours international pour concevoir des quartiers de "maisons de ville".

Ainsi, les villages agricoles de Vauréal et Jouy-le-Moutier ont vu leur population décupler et leur physionomie changer drastiquement depuis cinquante ans. Aujourd'hui, ces territoires continuent de se transformer : les communes aménagent de nouveaux centres et font évoluer leurs modes de vie, planifient pour contenir l'expansion et reconsidèrent les quartiers expérimentaux dont elles ont hérité. Au sud-est, la ville historique de Conflans-Sainte-Honorine tient son nom de sa position à la confluence de la Seine et de l'Oise.

Cergy Préfecture, Un quartier construit sur dalle



Cergy Ygrex, Tableau actuel d'une ville Nouvelle, Photographie Jean-Yves Lacôte

CANDIDATEZ À L'ATELIER !



Le déroulement de l'atelier

L'atelier est organisé selon la méthode originale des Ateliers, consistant à réunir des professionnels de pays et métiers différents répartis en équipes pluridisciplinaires. L'approche des ateliers est multiscale, allant de la région Île-de-France à l'échelle des communes et quartiers, et jusqu'à l'échelle du logement.

Les premiers jours sont consacrés à l'étude du territoire, à des rencontres et des séances de travail permettant à chacun de découvrir et de s'appropriier le territoire et ses différentes échelles de l'atelier. Les équipes commencent ensuite à travailler en groupe. Un temps fort d'échange et de débat avec les acteurs locaux s'organise autour du Forum d'échange.

À l'issue de la deuxième semaine de travail, un jury composé de professionnels locaux et internationaux et de décideurs locaux est rassemblé pour écouter et analyser les propositions et la démarche de chaque équipe. Les présentations sont publiques. Au terme de celles-ci, est organisée une délibération du jury dont l'objectif n'est pas le choix d'une proposition, mais la recherche d'informations importantes et stratégiques qui permettront de donner une continuité aux travaux et de créer une complémentarité entre les différents groupes

La préparation des participants est accompagnée d'un document de contexte présentant le territoire et les enjeux de l'atelier, ainsi que de tables rondes en ligne. A l'issue de l'atelier est produit un cahier rassemblant toutes les propositions de l'atelier, puis une synthèse analysant le travail des équipes et les indications du jury.

Lieu et Date

L'atelier se déroulera à Cergy-Pontoise du 22 Septembre au 04 Octobre 2024.

Pour qui ?

L'atelier est ouvert aux jeunes professionnel.le.s de toutes nationalités et disciplines, et aux étudiant.e.s de niveau master minimum, de toutes disciplines (urbanisme, sociologie, arts, économie, agronomie, ingénierie, architecture, histoire, architecture, paysage, etc) et de toutes nationalités. La participation est bénévole.

Seules restrictions

Bonne maîtrise de l'anglais pour pouvoir travailler au sein d'équipes internationales, disponibilité complète aux dates de l'atelier, limite d'âge 30 ans.



Comment postuler ?

Préparer sa candidature

Éléments à rassembler pour candidater

Afin de candidater, veuillez préparer :

- votre CV en une ou deux pages
- un travail personnel ou un extrait d'un travail personnel (max 6 pages), en lien avec le sujet de l'atelier et/ou sur votre territoire d'origine. Ce travail a une forme libre et peut inclure illustrations, photos, et autres productions graphiques.
- une présentation de vous en 80 mots

Puis remplissez le formulaire en ligne en déposant votre CV et votre travail personnel en pièce jointe : <https://framaforms.org/application-form-to-the-international-workshop-inhabit-cohabit-rehabit-formulaire-de-candidature>

En cas de problème avec le lien ci-dessous, vous pouvez également utiliser ce [formulaire](#).

Conditions de participation

Les frais de participation à l'atelier (incluant les frais de d'adhésion à l'association) s'élèvent à 150 euros incluant l'hébergement pour toute la durée de l'atelier à Cergy-Pontoise, transports régionaux et visites organisées, repas collectifs, conférences et matériel de dessin.

Date limite de candidature

Prolongation ! Dimanche 14 Juillet 2024 à 23:59 (heure de Paris)

